

## Développements macroéconomiques récents

Le taux de croissance du PIB de la Mauritanie après une contraction de 1,8 % en 2020 a été estimé à 3,9 % en 2021 grâce à la levée des mesures d'urgence COVID-19, à l'aide des bailleurs de fonds internationaux et à l'augmentation de la demande mondiale. L'agriculture, la pêche et les services ont enregistré de bonnes performances. L'inflation a augmenté pour atteindre 3,8 % en 2021 à la suite de la hausse des prix à l'importation, notamment ceux des produits alimentaires. Les banques ont fait preuve de résilience, mais les prêts non productifs sont restés élevés, représentant 26 % du total des prêts en 2020. Le solde budgétaire a enregistré un déficit de 0,4 % du PIB en 2021, contre un excédent de 2,3 % en 2020. Les autorités ont redéfini les priorités en matière de dépenses courantes et d'investissements non indispensables pour revenir à un excédent budgétaire primaire. Le déficit du compte courant est resté stable à 7,6 % du PIB, malgré une augmentation des exportations de fer et de cuivre à la suite de l'amélioration de la conjoncture économique mondiale et des cours internationaux des matières premières.

Les réserves de change s'élevaient à 2,3 milliards USD à la fin 2021. La dette extérieure a diminué jusqu'à 48,2 % du PIB en 2021, et le service de la dette représentait 7 % des exportations totales en 2021 contre 9,6 % en 2020, grâce à l'initiative de suspension du service de la dette, qui a permis à la Mauritanie de suspendre 200 millions USD sur le paiement du service de la dette. Selon l'enquête sur les conditions de vie des ménages en 2019-20, 28,2 % des Mauritaniens vivent sous le seuil de pauvreté. Le chômage atteint 12,2 % et le sous-emploi touche 41,9 % de la population, avec des taux élevés chez les femmes (58,2 %) et les jeunes (53,1 %). Le pays a reçu une allocation de DTS équivalente à 175 millions USD, qui a été utilisée pour financer le budget 2021.

## Perspectives et risques

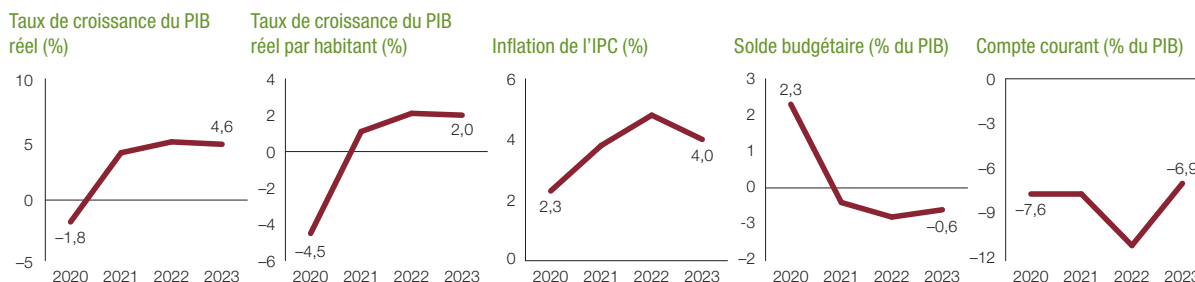
La croissance économique devrait atteindre 4,8 %, à court terme. Les tendances favorables comprennent la hausse des prix des produits de base et la demande mondiale ainsi que l'amélioration de la confiance des investisseurs privés après des accords de restructuration de la dette avec le Koweït en août 2021 et l'Arabie saoudite en avril 2022. Les risques à la baisse comprennent la forte volatilité des marchés des

produits de base, le surendettement, de nouvelles vagues d'infections à la COVID-19 et les menaces sécuritaires dans la région du Sahel.

L'inflation devrait être supérieure au seuil de 4 % à court terme grâce à la forte hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires à la suite de la crise entre la Russie-Ukraine. Le solde budgétaire devrait être déficitaire en 2022 et 2023 après une augmentation des dépenses pour soutenir la reprise économique et le secteur social. Une baisse du déficit du compte courant est attendue en 2023 après le début des exportations de gaz. La dette extérieure devrait atteindre 52,7 % du PIB en 2022. Le surendettement reste un risque. Pour assurer la viabilité de la dette à long terme, il faudrait renforcer la mobilisation des ressources intérieures et opter pour des financements concessionnels pour des investissements productifs dans les infrastructures, avec des échéances longues et des conditions d'emprunt raisonnables.

## Changement climatique et options de politiques publiques

La Mauritanie, l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique, accentue la tendance continue à la dégradation des écosystèmes agricoles, forestiers et pastoraux. L'effet le plus apparent est la désertification avec son impact sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations rurales. La Mauritanie a lancé une ambitieuse stratégie nationale de diversification de son mix énergétique basée sur l'exploitation optimale de son énorme potentiel d'ER. La CDN, qui représente une réduction de 11 % des émissions de GES d'ici 2030 pour un coût de 34,3 milliards USD, s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée 2016-2030. La Mauritanie vise à réduire son extrême vulnérabilité en mettant l'accent sur la protection et la conservation des écosystèmes et le développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Selon le Programme des Nations unies pour le développement, les besoins de financement de ces mesures d'adaptation s'élèvent à environ 10,6 milliards USD. Le financement de la lutte contre le changement climatique provient d'institutions internationales impliquées dans le renforcement de la résilience climatique de la Mauritanie et de fonds environnementaux tels que le Fonds d'adaptation, le Fonds Vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.